

## Thomas Piketty, *Capital et idéologie*, Chapitre 10 « La crise des sociétés propriétaires » (489-565)

Le chapitre est assez long, il est confus dans sa chronologie et il repose sur une supposition présentée comme une constatation : le 20<sup>e</sup> siècle, jusque 1975-1980, marquerait la fin de « l'ancien monde propriétaire et colonial » (509). Il mentionne à plusieurs reprises un retour de ce qu'il appelle le « néo-proprétarisme » après 1980 et l'illustre de quelques graphiques (10.1 à 10.8), mais suggère, à mon avis erronément, qu'il y a eu une véritable rupture dans nos pays occidentaux, vision qu'il partage avec Karl Polanyi, mais ce dernier a écrit *La Grande Transformation* en 1944. (Nous ne parlons pas ici de la tentative d'aller vers une société communiste en URSS, puis en Chine et dans les pays d'Europe de l'Est, ou dans les kibboutz israéliens des premières années, ou d'autres organisations sociales comme les communautés zapatistes ou les milices kurdes.)

Les mouvements de libération nationale imposent l'indépendance formelle des anciennes colonies européennes entre 1947 (Inde et Pakistan) et 1975 (Angola). Mais malgré de belles tentatives de véritable indépendance culturelle et économique (voir chapitre 7, pp. 354-360), dont celle, un peu plus tardive, de Thomas Sankara (discours d'Addis-Abeba en 1987, pour l'unité africaine et le rejet de dettes héritées de l'âge colonial), l'exploitation néocoloniale se poursuit, dont l'extraction des richesses minières et la destruction de toute autonomie, notamment par des traités bi- ou multilatéraux.

Par ailleurs nous revoici devant l'interrogation centrale que soulève cet ouvrage : qu'est-ce qu'une société propriétaire ? Certes les inégalités se sont réduites de façon assez spectaculaire. Mais prenons garde à l'échelle en ordonnée (493) ! Et notons les trois causes mentionnées (508), à savoir les destructions matérielles au cours des deux guerres, les expropriations et nationalisations et les faibles rendements des investissements entre 1914 et 1950 ; les luttes sociales n'étant qu'une sorte de remord (509). De plus, ces inégalités ne sont pas descendues à un niveau décent, et depuis quarante ans, elles augmentent à nouveau. Certes, des mécanismes comme la sécurité sociale, la progressivité de l'impôt, les droits syndicaux procèdent d'une autre logique que le capitalisme, ils y sont même autant de freins, mais le capitalisme n'en a pas moins continué à bien se porter, merci pour lui.

Les guerres ont fait exploser les dettes publiques. La réponse appropriée était l'imposition des plus grands patrimoines (voir graphiques page 525). C'est également celle qui devrait être apportée aujourd'hui. Nous en sommes loin !

Une section retrace les origines anglo-saxonnes de la progressivité fiscale, mais montre aussi l'écrasement des taux d'imposition (graphique p. 531). Le rôle des luttes sociales est à nouveau mentionné p. 532.

Deux graphiques éloquentes illustrent la montée de l'État fiscal (535) et social (537).

Mais depuis 1990 environ, les rentrées fiscales baissent suite à la baisse des taux d'imposition sur les tranches les plus élevées (aussi aux cadeaux fiscaux divers et variés, et à une évasion fiscale non poursuivie qui coûte des sommes astronomiques à l'État année après année). D'un autre côté les sommes versées pour les allocations et pensions de retraite augmentent. Les pouvoirs publics entrent donc dans une logique d'endettement (qui débouche sur des politiques d'austérité) (538-9).

Rappel du double rôle de l'impôt : réduire les inégalités et financer les dépenses sociales.

Une forte progressivité fiscale peut-elle être instaurée en l'absence d'une guerre avec conscription générale ? (542) Mais la guerre 14-18 (qui a mis fin à un siècle d'équilibre entre puissances impériales depuis 1815, si on ne tient pas compte de conflits comme la guerre de Crimée ou la guerre franco-prussienne) avait elle-même ses causes dans l'exacerbation des inégalités, la concurrence coloniale, le renforcement des nationalismes ; les transformations qui mènent à la social-démocratie s'expliquent aussi par la révolution bolchévique de 1917. Par ailleurs, la tendance à augmenter la progressivité de l'impôt avait commencé *avant* le conflit armé suite à des luttes sociales (exemple aux États-Unis).

Avant de développer l'**encastrement** nécessaire du marché dans des préoccupations sociales et écologiques (épuisement des ressources) tel que présenté par Karl Polanyi, Piketty reconnaît la continuité du libéralisme en mentionnant le colloque Walter Lippmann à Paris en 1938, anticipation de la société du Mont Pelerin (1947) ; là au contraire, l'État doit être au service du marché, comme c'est le cas aujourd'hui. Polanyi insiste sur le respect des travailleurs et des ressources naturelles et sur le contrôle de la monnaie (en opposition aux spéculations qui entraînent paupérisation et enrichissement indécents).

Les compensations exigées de l'Allemagne par la France (et le Royaume Uni) sont du même ordre que celles exigées de Haïti en 1825, plus de 300% du revenu national. Impossible à solder. Des troupes françaises occupent la Ruhr pour se servir directement. On imagine le ressentiment décuplé de la population. La dette allemande est annulée en 1931, alors que le monde occidental est en proie à la Grande Dépression, mais il était trop tard. Ces exigences, dénoncées par des économistes lucides comme J.M. Keynes, étaient d'autant plus absurdes qu'elles obligeaient l'Allemagne à exporter de façon massive. S'ensuit un commentaire sur l'analyse que propose *Mein Kampf* (1925-6) de la nécessité d'un pouvoir militaire qui s'appuie sur le peuple tout entier (enfin, le bon) et d'un colonialisme territorial, et de l'importance de lutter contre les intellectuels, les internationalistes, les pacifistes. À peu près au même moment Julien Benda dénonce, dans *La Trahison des clercs*, la façon dont les intellectuels sont cessés de faire barrage aux pulsions de mort.

Comme le note Hannah Arendt, les États-Nations ont été dépassés par « l'internationalisation du capitalisme industriel et financier mondialisé » (559). Les sociaux-démocrates dans leur projet d'État social et fiscal restent prisonniers de l'État-nation. Aujourd'hui encore, l'UE est incapable de mettre en place des normes de justice sociale, fiscale et environnementale (561). Son scepticisme par rapport à la possibilité de justice sociale rappelle les positions de Friedrich Hayek, qui y voit, lui qui allait soutenir Pinochet, la route vers le collectivisme et le totalitarisme.